

NOTES ET GLANURES.

A LA DECOUVERTE

DU PAYS D'ATH, dans
RENCONTRES, *Cahiers de l'Institut Provincial de l'Education et des Loisirs*, La Louvière, n° 2-3 avril-septembre 1966, 218 pages.

Il s'agit d'une revue dans laquelle sont consignés les causeries faites dans le cadre des journées «A la découverte du pays d'Ath». Ces communications très nombreuses (dix-sept en tout) concernent des domaines différents, mais présentent toutes un intérêt certain.

Tout d'abord, M. l'abbé A. DELCOURT nous fait un rapport sommaire mais très précis sur la géologie du pays d'Ath; le texte est très heureusement agrémenté de croquis très clairs et se termine par quelques indications bibliographiques.

L'aspect géographique du terroir est abordé par M. R. SEVRIN, Docteur en sciences géographiques (U.Lg.). Il délimite le pays d'Ath (62 communes, superficie: 528 km², population: 80.000 habitants) et se penche sur le problème de la dépopulation; les causes en sont: la dénatalité, le vieillissement de la population et le mouvement migratoire de la population active. L'auteur traite ensuite de l'activité agricole, des transports (eau, fer, route) et de la géographie industrielle et urbaine. L'aspect historique est évoqué par M. J. DUGNOILLE, Archiviste et Professeur d'histoire. Pour la connaissance historique d'Ath, l'auteur nous cite les travaux de L. VERRIEST et de M. ARNOULD. M. DUGNOILLE déplore les lacunes dans ce domaine (il n'y a aucune étude sur l'agriculture et les classes paysannes, le commerce, les métiers..., l'histoire contemporaine a été négligée...) alors que ni les documents archéologiques ni les archives ne manquent. Le rôle de la région d'Ath dans la production agricole des Pays-Bas fut très important sous l'Ancien

Régime, au point que Ath vendait des céréales à des pays étrangers en proie à la disette. Dans le domaine industriel, la draperie et surtout la toilerie furent florissantes. Par contre, ce ne fut pas le cas du développement commercial, de gros efforts furent entrepris pour assurer l'essor commercial du pays (aménagement de la Dendre et développement du réseau routier sous le règne de Marie-Thérèse).

M. DUGNOILLE traite ensuite le problème archéologique et rappelle que la nécropole gallo-romaine de Blicquy (375 tombes) est la plus importante de Belgique. L'accent est mis sur l'importance de Chièvres au moyen âge (centre féodal, seigneurial, militaire et communal), puis c'est l'évocation agrémentée de documents iconographiques de la ferme seigneuriale d'Irchonwelz (XIII^e siècle), du bastionnet d'Huissignies (XVI^e siècle), du château d'Ath (la tour de Burbant), de la ferme de la Grande Rosière et du château d'Attre. Ici, on peut déplorer l'absence d'une carte sur laquelle auraient été mentionnés ces différents sites archéologiques.

M. J.-P. BOUGARD, Assistant au Centre Universitaire de l'Etat à Mons, analyse la situation démographique actuelle et envisage des prévisions sur la population jusqu'en 1980 et la population active en 1970. Il montre l'interdépendance entre la démographie et l'économie. Il préconise quelques solutions; la réduction des émigrations définitives, la diminution des migrations alternantes et la création d'un équipement social valable. Ce vaste problème est concrétisé par des tableaux très évocateurs. M. DEMAREZ, Directeur général des Ecoles Techniques Agricoles d'Ath, envisage avec optimisme l'avenir agricole du pays d'Ath grâce à la création d'institutions d'enseignement agricole (l'Institut Ménager Agricole d'Irchonwelz

pour les filles et l'Institut Agricole du Hainaut à Mons pour les garçons).

M. N. GADENNE, Directeur de l'Intercommunale SIDEHO, se penche sur le problème des Cinq Cantons à l'heure du développement régional. Il explique les problèmes régionaux, la passivité de l'Etat due à son esprit centralisateur non orienté vers une politique régionale et à l'antagonisme Wallonie-Flandre. Devant cette carence, différents regroupements régionaux se sont effectués. «Trois régions problèmes» ont été constituées :

- Hainaut Oriental (Charleroi)
- Hainaut Central (Centre - Borinage)
- Hainaut Occidental.

Ces «trois régions problèmes» ont engendré «trois régions d'action» qui ont donné naissance à trois Intercommunales de développement économique : l'IDEA (Hainaut Central) - l'ADEC (Hainaut Oriental) - la SIDEHO (Hainaut Occidental). La zone d'Ath a très peu bénéficié des aides financières dans le cadre des lois de juillet 1959.

La seule option raisonnable pour les Cinq Cantons réside dans une industrialisation de la région (implantation de nouvelles entreprises), dans l'implantation de quartiers industriels et dans l'amélioration de l'habitat.

M. Y. ASTIAUX, Architecte-urbaniste, introduit le sujet relatif à l'urbanisme. Selon M. J.-P. DEGEYTER, Architecte SLT, Urbaniste ARMs, Ath devrait faire figure de capitale régionale en étant le rassemblement de l'Administration. L'auteur développe les grandes lignes de l'aménagement qui s'appuierait sur les quatre points de LE CORBUSIER (habiter, circuler, travailler, cultiver le corps et l'esprit) ; il met l'accent sur l'importance d'Ath des points de vue enseignement, industriel, commercial, sanitaire...

M. R. MEURANT, Membre de la Commission Royale Belge de Folklore, insiste sur l'importance du folklore pour la connaissance des mentalités et des usages qui se sont transmis jusqu'à nos jours. Malheureusement les travaux publiés ne permettent pas d'élaborer une synthèse du folklore du pays d'Ath. L'auteur nous montre néanmoins le caractère vivace de la tradition folklorique ; certains usages se transforment, s'adaptent (certains jeux d'adultes et des croyances populaires existent encore de nos jours). Il faut donc étudier le folklore dans son aspect ancien et actuel. L'auteur étudie, dans un

second article, les Géants du pays d'Ath. L'arrondissement d'Ath est, après celui de Charleroi, l'arrondissement qui possède le plus de géants. Le géant est la matérialisation d'un concept universel : celui du surhomme, il est de plus un fait folklorique universel répondant à un besoin affectif.

M. J.-P. DUCASTELLE, Professeur à l'Athénée Royal de Lessines, dresse un inventaire bibliographique et fait le point de la question du folklore au pays d'Ath. La connaissance du folklore actuel est particulièrement pauvre, l'auteur souhaite que les chercheurs du Cercle Archéologique orientent leurs recherches dans ce domaine.

L'information bibliographique est, dans ces séries d'articles, du plus haut intérêt et susceptible d'éveiller l'intérêt de l'amateur de folklore. M. J. DELMELLE, Homme de Lettres, nous fait l'historique de la littérature du pays d'Ath. Il rappelle la création de la célèbre école latine d'Ath en 1416 qui contribua à l'essor décisif de la vie intellectuelle de la région. Des noms célèbres y furent associés : Juste LIPSE, Julien FOSSETIER, Jean TAINIER... Au XVIII^e siècle se révèle la brillante figure du prince de LIGNE suscitant l'image de Belœil.

Après une éclipse de quelques décades, un renouveau se produisit vers 1840. Beaucoup de noms prestigieux apparaissent dans le courant du XIX^e siècle. Pour le XX^e siècle, l'auteur rappelle la fondation du Cercle Archéologique (1911). La plupart des écrivains de la région athenoise se sont intéressés à la littérature d'érudition, à l'histoire et à la philosophie. Enfin l'auteur conclut en souhaitant au pays d'Ath l'écrivain complet qui lui fait défaut actuellement.

J.-P. BONNAMI, Directeur-fondateur des « Cahiers Jean TOUSSEUL », commémore par son article, le 20^e anniversaire de la naissance des « Cahiers Jean TOUSSEUL », il dresse un bilan des sujets, poèmes et synthèses littéraires qui y ont été vulgarisés. L'auteur attire l'attention sur la menace qui plane sur les publications intellectuelles (exemple : la disparition du Mercure de France).

MM. E. CARDON, Directeur de l'Académie de Musique d'Ath et R. BRISMER, Inspecteur de l'Enseignement Primaire, tracent un tableau évocateur de l'âme musicale du pays d'Ath (leur exposé a été illustré par quelques auditions) : musique

de cour, de salon, militaire, religieuse, folklorique... De nos jours, cette brillante tradition musicale se poursuit.

M. R. SANSEN, Président du Cercle Archéologique d'Ath, dresse dans son article « Arts et Métiers », un inventaire des spécialités artisanales et artistiques du terroir ; depuis les étains d'art jusqu'aux arts plastiques (sculpture, peinture) en passant par l'industrie textile, du bois, du cuivre et l'orfèvrerie.

Le pays d'Ath a puissamment contribué au développement de notre pays dans bien des domaines (et particulièrement dans le domaine intellectuel) ; il a fourni des hommes de grande valeur ; c'est pourquoi cette région peut revendiquer à juste titre aujourd'hui ce renouveau économique qui lui est indispensable (des solutions ont été proposées à ce sujet). Cette synthèse est donc d'un très grand intérêt pour l'information du public. Un grand soin a été apporté à sa présentation ; les plans, gravures, tableaux et autres documents iconographiques sont très abondants, très évocateurs et bien choisis. Ces nombreuses qualités font que cette revue mériterait d'être plus répandue et mieux connue.

C. D.

VILLES DU MOYEN AGE

L. DAL PANE, *L'Economia bolognese del secolo XIIIe l'affrancazione dei servi*, dans *Giornale degli Economisti e Annali di Economia*, 1959.

L'affranchissement des serfs à Bologne, au XIIIe siècle, est inséparable de l'évolution économique-sociale. La transformation des techniques modifie les rapports de production domaniaux. Le recours à la main-d'œuvre servile est devenu superflu. Une économie de profit fondée sur les investissements ruraux de la bourgeoisie et sur le développement de la ville comme centre de consommation où l'Université joue un rôle grandissant, se développe. Le goût supposé de la Commune pour la liberté individuelle, l'influence des ordres mendiants n'ont rien à faire ici. Notons cependant les aspirations libérales des couches supérieures de la paysannerie avides de faire éclater les cadres seigneuriaux. La commune affranchit les serfs pour lutter contre l'influence des seigneurs du plat pays qui y recrutent leurs ministériaux, pour

accroître la masse des citoyens imposables, pour assurer de la main-d'œuvre aux industries urbaines en croissance.

L'influence des forces morales si fréquemment soulignée dans nos écoles pour justifier l'abolition du servage, se trouve ici réduite à ses justes limites.

R. V. S.

Antony BABEL, *Histoire économique de Genève. Des origines au début du XVIe siècle*, Genève, A. Jullien, 2 vol.

Ce sont les voies de communications unissant par les cols du Jura et des Alpes, par la dépression subalpine ou la vallée de l'Isère, les régions de Gaule, de Germanie, d'Italie et de Provence ; c'est le Rhône dont la cité lacustre primitive enveloppe les deux rives dès l'époque néolithique, qui expliquent la naissance et la croissance de Genève, poste avancé des Allobroges, face aux Helvètes du Nord. A partir de la période romaine, un pont plusieurs fois reconstruit permet le croisement du trafic lacustre et du trafic terrestre empruntant la voie du Rhône ; un artisanat nombreux s'affaire dans le vicus tandis que la campagne se couvre de villas prospères. Après un repli causé par les problèmes du Haut Moyen Age et de l'époque féodale, Genève retrouve son rôle de marché dans une bourgade enserrée de remparts s'élargissant où la vie est réglée par des franchises et où sont légalisées des foires (4). Les péages perçus sur les itinéraires genevois sont garants de l'entretien des ouvrages d'art et de la protection contre le banditisme. La ville est un intermédiaire important entre l'Italie et l'Europe septentrionale. On trouvera dans cet ouvrage maintes indications sur les techniques, sur les négociations commerciales et bancaires. Les conflits internes entre le comte et l'évêque se résolurent avec le protestantisme. Alors, après une période de marasme, l'essor reprendra sur des bases favorables aux opérations financières.

R. V. S.

BOUGARD P. et WYFFELS C., *Les finances de Calais au XIIIe siècle. Textes de 1255 à 1302*, Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1966, 1 vol. in-8°, 309 p. (*Pro Civitate. Collection Histoire*, série in-8°, n° 8).

Cette édition et cette présentation des seuls documents financiers médiévaux ca-

laisiens qui nous soient parvenus, antérieurs à nos plus anciens comptes, mais non à ceux des villes artésiennes, se justifient amplement par leur ancienneté et leur importance. Ils constituent une source précieuse, d'un intérêt multiple, pour l'histoire urbaine médiévale, ainsi que nous l'avons déjà montré ici même.

Calais, hameau de pêcheurs dépendant de Marck, ville neuve, fondée par Mathieu de Boulogne, frère de Philippe d'Alsace, entre 1163 et 1173, dotée d'un port en 1190, d'une halle en 1196, séparée de Marck en 1210, gratifiée d'une nouvelle charte en 1253, séparée du comté de Boulogne en 1265, puis rattachée en 1288 au comté d'Artois, a conquis en un demi-siècle un développement économique et urbain appréciable grâce à son commerce avec l'Angleterre, mais reste par sa population (environ sept mille habitants vers 1300) une ville de troisième ordre par rapport à ses sœurs flamandes et artésiennes. Peut-être faut-il l'expliquer par l'absence d'une activité productive comme la draperie, ce qui a maintenu la commune dans un rôle de port et de marché régional. L'étude philologique montre que le thiois doit encore être la langue véhiculaire, car les comptes, rédigés en latin puis en français, sont émaillés de mots flamands. Ainsi donc, sur les plans politique, économique et linguistique, il s'agit bien, comme le nom du village dont la cité s'est séparée, d'une ville de frontière.

Les Calaisiens n'ont pas eu, au XIII^e siècle, une comptabilité rigoureusement tenue. Elle apparaît empirique et rudimentaire. Les recettes et les dépenses se présentent sans ordre, sans rubriques bien précises. Des emprunts, dont l'existence est attestée par les frais que leur négociation a engendrés, n'apparaissent ni dans les recettes ni dans les états de la dette. Il faut noter cependant que la documentation financière calaisienne ne nous est pas entièrement parvenue et que des comptes particuliers ont peut-être existé. Faut-il attribuer cette négligence à l'autonomie financière étendue, mais non complète, dont la commune bénéficiait ? Le comte ne contrôlait pas régulièrement la comptabilité urbaine, mais avait cependant un droit de regard dont il usera au besoin. S'il laisse percevoir la taille librement, son accord est nécessaire pour la levée de l'assise et, en principe, pour l'émission de rentes viagères. S'il laisse

les échevins fixer le mode de répartition des taxes, après avoir pris l'avis des notables, il reçoit les plaintes du commun en cas d'abus. Ce sont les usages que l'on retrouve dans les villes artésiennes à cette époque.

Le domaine urbain étant insignifiant, c'est à l'impôt que les échevins demandent les ressources ordinaires. Quand le comte n'autorise pas la maltote, on lève une taille. Lorsque des grosses dépenses (construction du port, de la halle, guerre avec la Flandre ou l'Angleterre, amende après la révolte de 1298) l'exigent, on a recours au crédit : emprunts forcés sans intérêt, emprunts auprès des financiers d'Arras, des bourgeois étrangers ou calaisiens, des orphelins, et plus rarement des Lombards et des Cahorsins, à des taux d'intérêt variant de 10 à 20 %, et rentes viagères. La dette urbaine, qui subira des variations notables, s'alourdira à la fin du siècle, singulièrement après la révolte de février 1298. Elle s'élève à 15.000 livres en 1302. La situation financière de Calais n'est pas alors plus enviable que celle des autres villes d'Artois, de Flandre et d'ailleurs. L'absence de sources nous interdit de savoir si cette situation déplorable fut assainie avant la conquête de la ville par le roi d'Angleterre Edouard III, en 1347.

J. P. D.

JORIS André, *Huy et sa charte de Française, 1066. Antécédents. Signification. Problèmes*, Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1966, in-4°, 51 p., 13 ill. (*Pro Civitate. Collection Histoire*, in-4°, n° 3).

Les lecteurs des travaux de M. Joris retrouveront avec plaisir, dans une présentation somptueuse, la matière qu'il a traitée dans la première partie de sa thèse sur *La ville de Huy au moyen âge* et de *Huy, cité médiévale*, mise à jour et précisée sur des points de détail. Après avoir évoqué le passé romain, mérovingien et carolingien de la localité et décrit l'état de la ville au milieu du XI^e siècle, il présente les circonstances de la concession et analyse la substance de notre plus ancienne charte urbaine, puis se livre à une étude diplomatique de l'acte : tradition manuscrite, rédacteur, témoins, forme, date. Il édite les copies partielles de Gilles d'Orval, de Jean d'Outremeuse, de Jean de Brusthem, l'analyse du clerc montois Jean de Binche lors de la confiscation de

la charte en 1408, et une traduction de la charte reconstituée.

L'intérêt de cette étude ne réside pas seulement dans cette belle synthèse érudite, mais aussi dans une remarquable documentation iconographique : en particulier, les photocopies des manuscrits de Gilles d'Orval, Jean de Binche et Jean de Brusthem ; les plans de Huy au X^e siècle, en 1689 et en 1705, mais surtout ce détail de la Nativité du maître de Flémalle, rapproché de la planche gravée en 1675 par Sébastien Le Clerc et prise sous le même point de vue, nous offrent une vue de la ville au X^e siècle, dont l'identification est discutée mais très vraisemblable.

J. P. D.

DISCRY Fernand, *Notice sur l'ancien perron de Huy*, s.l.n.d. (Huy, 1966), in-8°, 7 p.

Le perron hutois n'est pas, comme celui de Liège, le symbole de l'autonomie communale. A Huy, le terme « perron » a désigné les quatre bornes de pierre — d'où le nom — délimitant les juridictions voisines, où des exécutions capitales peuvent avoir eu lieu, ainsi que le perron central de la franchise, devant lequel étaient promulguées les ordonnances princières et communales, prononcées les sentences des échevins, ouvert le marché et admis les nouveaux bourgeois. Ces cérémonies étaient appelées « cris du perron ». Le perron hutois, comme ceux des autres villes liégeoises, Liège excepté, était « un monument symbolisant la souveraineté politique et judiciaire du prince-évêque dans toutes les villes ». L'auteur en étudie la représentation dans les monnaies, les sceaux, et montre que le perron de Huy « a deux particularités : remplacement du globe au sommet de la colonne par une pomme de pin ; installation du coq au sommet de la croix ».

J. P. D.

Finances et comptabilité urbaines du XIII^e au XVI^e siècle. Colloque international. Blankenberge 6-9. IX. 1962. Actes. Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1964, 429 p. in-8°, 1 pochette de 36 pl. (*Pro Civitate, Collection historique*, in-8°, n° 7.)

Il ne peut être question, dans le cadre de cette revue de rendre compte de la richesse des *Actes* du colloque de Blan-

kenberge organisé par la Fondation Pro Civitate du Crédit Communal de Belgique. Tout ceux qui, à quelque titre, devront s'intéresser aux finances et à la comptabilité du Bas Moyen Age ne pourront plus l'ignorer.

Entre autres articles et dans l'ordre de nos préoccupations, il faut attirer l'attention sur la communication de feu Fr. BLOCKMANS, archiviste de la ville d'Anvers, sur *Le contrôle par le prince des comptes urbains en Flandre et en Brabant au moyen âge*, pp. 287-340. Les seuls comptes communaux d'Anvers retrouvés, après l'incendie de la ville par les troupes espagnoles en 1576, l'ont été dans les archives de la Chambre des Comptes de Lille. Ils sont relatifs aux années où Louis de Male a acquis la ville. Cela prouve qu'avant la création de cette institution par Philippe le Hardi (février 1386), le contrôle des finances communales était déjà organisé en Flandre. On peut suivre, dans le registre de la chancellerie de Louis de Male, l'activité du « mestre de nos comptes » chargé de vérifier la comptabilité des châtelainies, des villes et des tailles. L'auteur peut donc conclure : « L'œuvre du Bourguignon se réduit pour ainsi dire à une réglementation plus ferme d'une institution née sous le règne de son beau-père... La fameuse création de Philippe le Hardi se réduit donc en réalité à peu de chose ; elle ne s'inscrit en somme que comme la conclusion logique des tentatives de réformes administratives que Louis de Male a cherché à réaliser pendant toute la durée de son long règne mouvementé. » (p. 303). Quant à Bruges et Gand, le comte s'efforça de contrôler leurs finances dès le début du siècle. Après la défaite de Cassel (1328), cette surveillance fut renforcée, mais la guerre de Cent ans permit aux villes de s'en défaire temporairement.

Ainsi, ce n'est pas aux Bourguignons qu'il faut attribuer l'introduction de la centralisation financière dans nos principautés. Mais l'exemple venait de France. Les comtes de Flandre du XIV^e siècle pouvaient juger de l'efficacité de l'administration royale et s'en inspirer. La crise économique et l'histoire agitée du comté imposaient l'accroissement de leurs ressources et le contrôle sévère de leur administration financière.

J. P. D.

LES VIKINGS

Magnus MAGNUSSON et Hermann PALSSON, *The Vinland Sagas, The Norse discovery of America*, Harmondsworth, Penguin books, 1965.

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que C. Colomb ne fut pas le premier Européen à fouler le territoire du Nouveau Monde. Les Norvégiens l'y précédèrent d'un demi-millénaire, ainsi que l'attestent les notations trop précises des *Graenlendinga saga* et *Eirik's saga*. Nous en trouvons ici, précédée d'une substantielle introduction, la traduction anglaise. Les données qu'elles fournissent concernant la description des côtes de l'Amérique du Nord jusqu'à hauteur de la Nouvelle Angletterre sont d'autant plus convaincantes que des découvertes archéologiques récentes en Terre-Neuve attestent des peuplements scandinaves dans cette région aux abords de l'an mil. Il peut paraître curieux à nos yeux d'Occidental imbu de l'idée de la sauvagerie des Normands qu'ils aient pu mener une vie d'aventures pacifiques en quête de terres de peuplement et qu'ils aient implanté dans cette terre d'outre-mer les éléments d'une civilisation aussi parfaitement estimable et organisée que celle de nos ancêtres médiévaux contemporains. L'Atlantique nord apparaît d'ailleurs sillonné dès l'Antiquité par les navigateurs en quête de bonnes affaires ou, plus tard, par les moines irlandais à la recherche de la solitude.

Vers 1200, un géographe islandais connu par un manuscrit de 1300 environ évoque la Laponie, le pays de Perm, tributaires des Russes, le Groenland, avec au sud le *Helluland* (Terre de Baffin), le *Markland* (Labrador), le *Vinland* (Nouvelle Angleterre); avec l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande et l'Islande, ces territoires font partie de l'Europe. Il est parfaitement plausible que ces régions aujourd'hui vouées à un climat glaciaire aient pu abriter des populations européennes grâce à des conditions climatiques meilleures. La dégradation ultérieure de celles-ci causa avec le retour des Esquimaux et les attaques des Indiens orientaux au niveau de civilisation à peine supérieur, parfaitement décrit dans les sagas, le déclin et la mort de ces colonies prématurées. Le voyage de Bjarni, les découvertes de Leif Eirikson et de Thorvald constituent les thèmes principaux de ces précieux documents d'une lecture agréable.

R. V. S.

DURAND Frédéric, *Les Vikings*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1965, 126 p.

Dans un nombre très réduit de pages, M. Durand expose un maximum d'informations sur les Vikings.

Après un bref survol des sources occidentales, byzantines et runiques, l'auteur traite de l'aire d'expansion des Vikings dont les routes vont de l'Amérique du Nord jusqu'aux portes de l'empire byzantin et du califat de Bagdad.

Dans la description de la civilisation des Vikings, relevons comme particulièrement intéressantes la situation de la femme, privilégiée par rapport aux autres civilisations contemporaines et l'analyse de l'appareil militaire basée sur la découverte des camps circulaires de Trelleborg, Nonnebakken, Fyrkat et Aggersborg.

Il est un point cependant où M. Durand avance comme trop solide une thèse encore largement controversée : le problème des causes de l'expansion des Scandinaves à partir du VII^e siècle. Rejetant les raisons couramment alléguées, comme le besoin de terres nouvelles, la surpopulation ou la péjoration du climat, M. Durand retient comme seule explication la quête de nouveaux débouchés commerciaux. Il semble cependant, si l'on en croit l'analyse minutieuse des documents que fait Lucien MUSSET dans *Les Invasions* que c'est là prêter trop généreusement aux Vikings des capacités commerciales. Ce que les textes fournissent comme éléments nets sur les opérations commerciales se réfère plutôt à des liquidations de butin. A l'appui de cette carence de politique économique, L. Musset apporte deux éléments : la lenteur avec laquelle les Vikings ont admis l'importance de la monnaie autrement que pour la fonder en lingots et les effets bien minces de l'enrichissement qui se marque surtout par un luxe d'ostentation. Le principal mérite des Vikings d'après L. Musset est d'avoir préparé un essor du grand commerce par l'élargissement des rapports géographiques.

Il semble bien que mises à part quelques motivations secondaires et tardives (mises hors la loi, sauvegarde de l'indépendance personnelle contre la centralisation royale, etc...), le but premier reste celui invoqué dans bon nombre d'inscriptions funéraires : la recherche du butin.

Il reste que le petit livre de M. Durand est d'une lecture agréable et permet un

contact rapide avec les problèmes posés par la civilisation des Vikings. Cependant, dans un même nombre de pages, le spécialiste trouvera chez L. Musset des états de la question plus solidement étayés.

M. R. V.

LA FRANCE AU XVII^e SIECLE

GOUBERT Pierre, *Louis XIV et vingt millions de Français*, Paris, Fayard, 1966.

Pierre Goubert, professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Nanterre, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et président de la Société de Démographie historique, spécialiste du renouvellement des études historiques par l'analyse combinée de la démographie et de l'économie, est trop connu pour qu'il soit nécessaire de le présenter aux historiens.

Trop de biographies du Roi Soleil nous ont livré les vues traditionnelles sur la cour de Versailles et des détails croustillants sur la vie intime de Louis XIV. D'autre part, trop d'historiens férus de grandeur nationale nous ont donné du règne de Louis XIV une vision de succès sans revers. L'ouvrage de Pierre Goubert est destiné comme le dit l'auteur lui-même, au public cultivé, non aux érudits, et cependant la lecture de ce Louis XIV convaincra les professeurs d'histoire qu'il est temps de revoir sa façon d'enseigner la France de Louis XIV.

Citer toutes les vues nouvelles et originales apportées par Pierre Goubert est impossible ; nous nous bornerons ici à noter les plus intéressantes pour l'enseignement secondaire :

1. Le signalement de la France en 1661 : la situation démographique en progrès, l'économie offrant « une fortune nationale importante, mais dormante », la transformation embryonnaire d'une société des ordres en une société des classes.

2. Le personnage de Colbert revisé : l'image traditionnelle de Colbert repose sur les vues de la bourgeoisie du XIX^e siècle et sur Lavisse. Pierre Goubert rappelle à ce propos le livre de Cole qui date de 1939 et qui a été totalement négligé par les historiens. A la lecture des pages que l'auteur consacre à Colbert, il apparaît clairement que le « colbertisme » existait avant Colbert et qu'on peut en trouver des traces qui remontent à la fin du X^e siècle et que, d'autre part, Colbert s'est largement servi des notes laissées par Richelieu. Pierre Gou-

bert oppose Richelieu, homme d'Etat et Colbert, parfait commis ; il nous montre un Colbert paperassier, n'oubliant pas au passage de pourvoir sa famille, travailleur, certes et énergique, substituant la « maxime de l'ordre » à la « maxime de la confusion » et tentant de faire du Roi « son propre surintendant ». P. Goubert montre aussi que le souci de Colbert partait de la fiscalité vers l'économie : pour édifier un système fiscal sain, il fallait qu'il y eût matière à imposer, donc activité économique.

3. En contrepoint des deux aspects essentiels, démographie et économie, M. Goubert fait apparaître tout au long de son livre l'intervention personnelle du Roi dans le sens d'une œuvre de grandeur politique : la guerre, et de succès économique : abattre les Hollandais ; ce dernier point permet à M. Goubert de tracer des Pays-Bas un tableau qui dément sa décadence économique dans la 2^e moitié du XVII^e siècle.

4. Contrairement aux théories sur le calme du règne en France, P. Goubert insiste sur les révoltes locales constantes, mais réprimées par la force armée.

5. La situation économique et sociale n'était pas aussi mauvaise qu'on le pense généralement pour la fin du règne ; les preuves en sont le redressement démographique rapide après 1709-10, la reprise de l'agriculture dès 1714, l'expansion maritime, notamment à Saint-Malo et à Marseille. Plutôt une atmosphère de reconversion que de ruine.

Le bilan que l'auteur tire de son étude est le suivant :

1. Les succès :

- agrandir le royaume
- le mécénat au début du règne
- la réforme de l'administration et de l'armée
- l'exercice de la diplomatie.

2. Les échecs :

- les affaires religieuses
- le rétablissement des finances.

3. Les erreurs de jugement :

- le manque d'intérêt pour les colonies
- l'abaissement de la noblesse qui prépare une réaction aristocratique
- la sous-estimation des adversaires, notamment des Provinces Unies
- l'appui accordé aux Stuarts.

Nous ne pouvons qu'espérer que ces quelques vues sur l'originalité des idées mises en œuvre par Pierre Goubert inciteront les professeurs d'histoire à tirer profit de ce livre.

M. R. V.

Richard GASCON et Claude LATTA, *Une crise urbaine au XVII^e siècle*, dans *Cahiers d'histoire*, 1963, t. VIII.

Obnubilé par les cadres politiques, le professeur du secondaire cerne rarement le contenu social des époques dont il traite. L'article ci-dessus l'introduit dans une crise alimentaire dont les auteurs soulignent toutes les incidences à l'aide de graphiques et de synchronismes éloquentes. Mois par mois, on suit la courbe des prix du froment à Lyon de 1693 à 1694. Elle monte sans interruption jusqu'en mai 1694, puis s'écroule brusquement avec l'engrangement de la bonne récolte. Cette croissance entraîne chez les infortunés des drames familiaux. Les canuts s'engagent dans les troupes royales après avoir abandonné leurs enfants aux hôpitaux. Ils le font avec désespoir, sachant qu'il s'agit souvent d'un infanticide différé. Les statistiques de mortalité sont féroces. La courbe des abandons et celle de la hausse du blé coïncident. Avec la baisse, les abandons diminuent. Par contre, la courbe de la mortalité et celle de la morbidité continuent à croître. Les épidémies traduites par les décès et l'admission dans les hôpitaux témoignent de la sous-nutrition, du déficit des subsistances et des carences alimentaires. Les effets de ces dernières se font sentir a posteriori parce qu'elles livrent les victimes affaiblies à l'épidémie dont les ravages amplifient d'autant ceux de la famine.

R. V. S.

DISETTE EN FRANCE SOUS LA FRONDE

P. CHAUNU, *Au XVII^e siècle, rythmes et coupures : A propos de la mercuriale de Paris*, dans *Annales*, t. 19, p. 1171, Paris, 1964.

Le facteur politico-militaire ne peut être tenu à l'écart d'une construction raisonnable d'histoire économique. S'il ne commande jamais la tendance (*trend*), il influe grandement sur le détail.

Lors de l'hiver 1649, le petit blocus de Paris provoque ce décrochement sans précédent. Les perspectives de la récolte de 1648 avaient été bonnes, les prix avaient substantiellement fléchi de juillet à décembre 1648. Le blé passe de 17,5-15, le 4 juillet 1648, à 12,5-12 le 5 décembre. Or, du 2 au 9 janvier 1649, le prix monte, pour le froment, de 13,5-11,75 à 30,20.

Prix de panique, non maintenu, le 13, il reflue à 22-17,75. Prix social : le seigle suit mal. Les pauvres, faute d'argent, ne peuvent stocker, et les riches n'entendent pas, même en temps de siège, déroger sur le pain. Puis, le mouvement reprend : 40, le 27 janvier ; 60 en maximum pour le blé, les 3 et 6 mars, avec des blancs révélateurs et dans la colonne prolétarienne du seigle, le cruel *nihi*, comme en 1590.

Preuve de l'accident politique, les prix refluent avec la paix, malgré les destructions dans les zones normales d'approvisionnement.

R. V. S.

DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET RESISTANCE

KOCHAN Lionel, *The struggle for Germany, 1914-1945*, Edimbourg, University Press, 1963, VIII - 150 p.

Le Traité de Versailles, de même que l'Armistice qui l'a précédé, ont été négociés dans la crainte de la Révolution communiste. Ceci explique l'emploi de troupes allemandes dans les Pays Baltes à l'instigation des alliés et la création d'un cordon sanitaire formé de petits Etats en Europe centrale. Lénine a vu la possibilité d'empêcher l'isolement de l'U.R.S.S. en soutenant le révisionnisme allemand, d'où un rapprochement entre communistes allemands et nationalistes activistes. Le premier point de la politique extérieure de l'U.R.S.S. sera l'entente avec la République de Weimar. Le traité de Rapallo sera beaucoup plus important pour les Soviétiques que pour les Allemands qui n'y voient qu'un moyen de pression sur le capitalisme occidental pour assurer le sauvetage du Reich. En France, la réaction amène Poincaré à ordonner l'occupation de la Ruhr, sans doute pour briser la dernière puissance allemande, la grosse industrie. L'aide apportée à cette occasion à l'Allemagne par la Russie et par la Grande-Bretagne fut efficace : ces deux Etats, sans se concerter, visaient à éviter la suprématie de la France en Europe, qui pouvait compromettre l'équilibre européen aux yeux de la Grande-Bretagne et la Révolution mondiale aux regards de l'Union Soviétique. Par Streseman, l'Allemagne réalise le prodige de sourire aux Occidentaux auxquels la France s'est finalement ralliée, d'obtenir le concours des capitaux anglo-saxons, sans rompre avec Moscou. Le plan Dawes, les accords de Locarno

et l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N., ancrent l'Allemagne à l'Ouest mais sa neutralité protège l'U.R.S.S. d'une intervention directe des Occidentaux à travers le territoire germanique. L'anticommunisme britannique peut expliquer l'avalanche de concessions à l'Allemagne, même à l'Allemagne nazie : fin du contrôle militaire en 1927, plan Young en 1929, évacuation anticipée de la Rhénanie en 1930, fin des réparations en 1932, acceptation du rétablissement du service militaire par Hitler, accord naval germano-britannique en 1935, acceptation de la dénonciation de Locarno, remilitarisation de la rive gauche du Rhin en 1936, acceptation de l'Anschluss et accords de Munich en 1938. Devant ces alternatives, Staline choisit en 1939 l'entente avec l'Allemagne, après avoir vainement tenté, entre 1935 et 1938, de s'entendre avec l'Ouest. Après la 2e guerre mondiale, le même jeu de surenchère reprend entre Union Soviétique et Angleterre. D'abord partisan d'un démembrement de l'Allemagne, Staline défend la thèse de l'unification allemande pour avoir accès à la Ruhr ; les Américains s'y opposent en faveur des zones d'occupation. A noter la fougue de Montgomery fonçant vers la Baltique, confiant des tâches auxiliaires à des Allemands réincorporés, l'inertie d'Eisenhower laissant les Russes pénétrer en Europe centrale tandis que les Allemands font un dernier effort pour freiner ceux-ci et laisser aux Occidentaux le plus possible de leur territoire.

R. V. S.

Heinz SCHUMANN et Gerda WERNER, *An die Lebenden, letzte Briefe deutscher Widerstandskämpfer*, préface de W. PIECK, Leipzig, P. Reclam Verlag, 1959.

Pour l'Allemagne fédérale, la résistance au National-socialisme se limite généralement à l'action sporadique de quelques isolés, tels les « geschwester » Sophie et Hans Scholl, émergeant par-dessus une résistance dite intériorisée en raison des moyens de répression mis en œuvre. Une place éminente est accordée aux auteurs de l'attentat du 20 juillet 1944, seuls héros authentiquement allemands de l'opposition à l'hitlérisme. Le colloque de Bamberg, de 1964, a souligné le caractère restrictif de cette conception en insistant sur la nécessité d'intégrer dans l'histoire de la résistance allemande les mou-

vements de gauche dans leur ensemble, dont la réalité est ainsi reconnue. Celle-ci a été mise en évidence dès la fin de la guerre par les historiens de l'Allemagne démocratique. Membres du Parti Social Démocrate, dirigeants de mouvements sportifs, de groupements de jeunesse, de syndicats s'y retrouvent associés dans la lutte commune contre le fascisme, en compagnie des membres du Parti communiste. Le présent ouvrage porte témoignage de la grandeur d'âme, du courage, des idéaux humains de près de cent quatre-vingt condamnés à mort appartenant à tous les milieux sociaux attachés à la gauche, victimes du régime nazi contre lequel ils luttèrent au nom de la dignité de l'Allemagne et du Monde. Ces documents, auxquels est jointe la liste des groupes de résistance allemands et celle des dirigeants des mouvements de gauche exécutés, aideront à situer la portée exacte de cette partie de l'histoire allemande trop souvent jugée en termes catégoriques où la responsabilité finit par se diluer derrière des slogans moraux ou idéologiques. Notons en passant que le caractère tendancieux de l'historiographie west-allemande est dénoncé par un entrefilet des *Annales* (t. 21, p. 385, Paris, 1966) à propos d'un article sur la politique d'occupation fasciste, à la lumière de l'historiographie des deux Etats allemands. L'*Institut des questions d'occupation* de Tübingen admet trop volontiers la « correction » des vainqueurs dans les pays occupés et rejette trop facilement la responsabilité des actes criminels sur Hitler assisté par les SS ou la Gestapo. Il est plus rarement question de la participation active des *Konzern* (I.G. Farben, A.E.G., Zeiss, Baier) à la préparation de la guerre et à l'exploitation des hommes et des matières premières des territoires conquis. Les historiens de l'Allemagne démocratique s'y sont montrés plus attentifs. Cette lacune a aussi été dénoncée lors du colloque de Bamberg, ainsi qu'en disposent les conclusions des deux délégations belge et allemande.

R. V. S.

Le prix de la Liberté. La résistance par ceux qui l'ont faite. Collection dirigée par Ph. BRETON, Denoël, Paris, Prix 100 FB, 185 p.

Troisième volume de cette collection de recueils de témoignages. Celui-ci est particulièrement émouvant par la simplicité

d'expression. Le récit d'un enfant de 15 ans, pris par la milice, par la Gestapo, évadé et repris, est particulièrement significatif. Ces résistants venus d'horizons divers : organisation juive de combat, jeunesses communistes, Front National, Groupe 14 juillet, nous font pénétrer dans le « suspens » des évasions, réussies et manquées. Parfois, nous sommes confrontés avec les affres de l'emprisonné face à ses bourreaux.

Un aspect intéressant et sur lequel nous sommes mal renseignés : les rafles monstres de juillet 1942 à Paris.

Un livre à lire, mais surtout une source de témoignages, de documents bruts mise à la disposition des futurs historiens.

J. D.

Gaston LAROCHE, *Colonel F.P.P.F., Boris Matline : on les nommait des étrangers. Les immigrés dans la résistance*, Editeurs français réunis, Paris, 1965, 310 FB, 477 p.

Ce livre retrace les combats menés sur le sol français par des détachements de partisans étrangers, laissant la parole aux héros eux-mêmes, reproduisant leur message d'adieu, citant les communiqués, G. Laroche né en 1902, dans une famille ouvrière russe à Paris, a partagé, durant 20 ans, sa vie entre son travail, son foyer et les luttes sociales. Mort à Moscou en 1964, il avait été promu chevalier d'Honneur en 1947. Ce livre sera très utile, car à nouveau il constitue une somme de documents. On connaît les difficultés de recherche de la documentation sur la résistance : les journaux clandestins, les tracts, les ordres ont été détruits. Il a donc fallu reconstituer l'histoire de cette participation de l'immigration à l'aide de souvenirs, de rapports et de carnets personnels.

L'auteur termine son introduction par ces mots : « *Nous considérons comme un devoir envers les héros et les martyrs immigrés de retracer, même brièvement et incomplètement, les pages glorieuses des gigantesques combats qu'ils ont menés au côté du peuple français pour la liberté et l'indépendance nationale.* »

J. D.

Michel BORWICZ, *L'insurrection du ghetto de Varsovie*, Collection Archives dirigée par P. Nova, Julliard, Paris, 1966, Prix : 6 FF, 250 p.

Le titre de l'introduction : des archives au prix du sang, indique déjà la tragédie reprise dans ce petit livre. Comme pour les ouvrages précédents de cette collection, il s'agit de documents, de textes mais ici ces archives clandestines d'E. Ringelbaum, ont été enterrées à l'intérieur même du ghetto, et ce n'est qu'en novembre 1946 que les historiens polonais réussirent à extraire des ruines les caisses contenant les précieux manuscrits.

Il s'agit donc ici de souvenirs, de mémoires, de journaux, de rapports écrits pendant et avant l'insurrection. Nous suivons la lutte à travers les idéologies différentes, les mouvements de résistance de l'extérieur et de l'intérieur, et je crois que ce livre aide à comprendre l'attitude de tous ceux qui périrent sans laisser de traces. Depuis 20 ans, on a vu beaucoup de livres de fiction tissés autour du drame, mais la voix et les témoignages authentiques de ceux-là mêmes qui l'ont vécu, doit nous atteindre plus.

J. D.

Adrien DANSETTE (*membre de l'institut*), *Histoire de la Libération de Paris*, Fayard, Paris, 1966, Les grandes études contemporaines, 26,70 FF, 415 p.

L'auteur semble avoir consulté bon nombre d'archives récentes, avoir confronté de multiples témoignages, mais il se heurte, comme tous les historiens qui s'attaquent à l'histoire de la seconde guerre et plus spécialement à l'histoire de la résistance, au manque de sources. Par des anecdotes, des interrogatoires des principaux acteurs de cette belle aventure, A. Dansette parvient à retracer une partie de l'évolution des mouvements de résistance, la préparation de l'insurrection, les réactions des alliés, le comportement du gouverneur allemand et l'entrée des troupes françaises. Il explique par la tradition et la fidélité à certaines idéologies la prise de position des partis politiques pendant la résistance 1940-45.

Des tableaux nous indiquent clairement l'organisation politique et les relations avec Londres. Un chapitre décrit la conjoncture économique à la veille de l'insurrection, conjoncture qui d'ailleurs était critique.

Jours après jours, heures après heures, nous revivons l'insurrection, ses enthousiasmes, ses erreurs, ses moments de désespoir, ses joies ; les derniers combats et finalement la capitulation alle-

mande et les premiers ou derniers incidents entre l'armée française et les mouvements de résistance qui veulent être présents et qui le seront finalement lors de la signature de la convention de reddition.

Dès l'arrivée du Général de Gaulle, les difficultés entre le F.F.I. et l'Armée vont s'amplifier, et sous les acclamations se cachait un désaccord total ; car au-delà même du problème politique se posait un problème social. Tous se rallieront jusqu'à la chute finale de l'Allemagne. Le 26 août fut une journée de patriotisme « instinctif ».

J. D.

ART

VALÉRY Paul, *Degas Danse Dessin*, Gallimard, Coll. Idées-Arts, 1965.

La collection Idées-Arts présente le texte de Valéry sur Degas, déjà publié par Gallimard en 1938, accompagné maintenant d'illustrations (portraits, dessins, études, sculptures de Degas).

Valéry alterne ses réflexions personnelles sur la Danse, le Dessin, l'Art et les souvenirs de ses rencontres avec Degas principalement, mais aussi avec Mallarmé, Huysmans, Moreau. On y trouve de fines analyses du réalisme de Degas (les repasseuses, les blanchisseuses, la Place de la Concorde) ; de sa poésie (la danse) ; de l'importance qu'il attache au sol (en rapport surtout avec les danseuses où la lumière réfléchie dépend souvent du sol) ; de l'influence des classiques comme Ingres dans la netteté du contour et du dessin qui oppose Degas à l'impressionnisme. Une notation importante aussi sur l'apport de la technique à l'artiste : Degas s'est intéressé à la chronophotographie notamment pour la décomposition de la course d'un cheval où les instantanés permettent de mesurer les erreurs de perception ou d'imagination des peintres ou des sculpteurs ; de là, les si belles études de chevaux de Degas.

L'illustration de bonne qualité est malheureusement en noir et blanc ; cependant, les 158 photos de ce petit livre de 250 pages permettent au lecteur de survoler l'œuvre de Degas et de mener une comparaison entre Degas et d'autres artistes dans un rayon du temps qui va de Mantegna à Picasso.

M. R. V.

MANUELS

PACAUT Marcel et BOUJU Paul, *Le monde contemporain 1945-1963*, Paris, Colin, Coll. U, 1964.

Sous la direction de MM. Pacaut et Bouju, d'autres spécialistes (ADOUR Serge, BERNARDIN Claude, CALLET Pierre, DELMAS Jean et DUBOST Jean), ont collaboré à cet ouvrage qui est à la fois un manuel destiné aux propédeutiques et une synthèse de vulgarisation scientifique dans le cadre de l'« éducation permanente ».

La première partie est consacrée aux données générales : courants économiques, politiques, philosophiques et religieux du monde contemporain.

La seconde partie présente les grands problèmes internationaux de l'après-guerre : paix manquée, coexistence, nationalisme du tiers monde et décolonisation.

La troisième partie étudie les grandes puissances.

L'intérêt essentiel de l'ouvrage réside dans la documentation fournie par les auteurs : graphiques de démographie, tableaux économiques, cartes montrant l'aspect économique, social et politique des régions étudiées, textes divers. Chaque chapitre est accompagné d'une brève, mais substantielle orientation bibliographique vers des ouvrages récents. Enfin, en annexe, une bibliographie générale succincte, la liste des Etats du monde en 1964 avec chiffres de population, statut politique et gouvernement.

Il faut louer, pour terminer, le souci d'objectivité qui a présidé à la rédaction de ce manuel, qui, pour chaque problème, cite des textes des parties en présence. A titre d'exemple : pour les U.S.A., le « fair deal » de Truman, la « voie moyenne » d'Eisenhower et la « nouvelle frontière » de Kennedy ; pour la Grande-Bretagne, les points de vue travailliste et conservateur.

Cet ouvrage constitue une source de premier ordre pour les professeurs et les élèves de première.

M. R. V.